

REGLEMENT D'ORDRE INTERIEUR DU COMITE DE CONCERTATION DES ARTS DE LA SCENE

Article premier. – Définitions

Au sens du présent règlement, on entend par :

1° « Décret sur les instances d'avis » : le décret du 10 avril 2003 relatif au fonctionnement des instances d'avis oeuvrant dans le secteur culturel ; *ci après intitulé le Décret.*

2° « Arrêté sur les instances d'avis » : l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 23 juin 2006 instituant les missions, la composition et les aspects essentiels de fonctionnement d'instances d'avis tombant dans le champ d'application du décret du 10 avril 2003 relatif au fonctionnement des instances d'avis oeuvrant dans le secteur culturel ; *ci après intitulé l'Arrêté.*

3° « Gouvernement » : le Gouvernement de la Communauté française.

4° « Instance » : Comité de concertation des Arts de la Scène.

5° « *domaine de compétence de l'Instance* » : *la politique générale relative aux Arts de la Scène*

Article 2. – Siège. Lieux des séances

Le siège de l'Instance est établi dans les locaux du Ministère de la Communauté française. Les séances peuvent cependant se tenir en tout lieu de la région de langue française et de la région bilingue de Bruxelles-capitale.

Article 3. – Périodicité des séances

Le nombre annuel de séances ne sera pas inférieur à six, dont au moins une par trimestre. En cas de besoin, davantage de séances seront organisées, le cas échéant dans le cadre restreint de groupes de travail.

Article 4. – Méthode de travail : présidence; ordre du jour; groupes de travail.

4. 1 : Le(la) Président(e) ouvre et lève la séance, dirige les travaux et vérifie si les conditions pour délibérer valablement sont réunies. Il(elle) maintient le bon ordre des délibérations, accorde la parole, formule les points sur lesquels l'Instance doit prendre une décision et en cas de vote, en proclame le résultat. Il est chargé de faire respecter le présent règlement et en particulier les règles de déontologie applicables à l'Instance.

En cas d'absence du (de la) Président(e) en début de séance, ses fonctions et obligations sont assumées d'office par le(la) Vice-Président(e) pour toute la séance concernée. En cas de départ du (de la) Président(e) survenant en cours de séance, ce même remplacement est assuré pour tous les points prévus restant à l'Ordre du jour.

4. 2 : L'Ordre du jour de l'Instance est communiqué à tous ses membres au plus tard dix jours avant la date de la séance.

A l'issue de chaque séance, les membres s'accordent sur les questions à inscrire *a minima* à l'ordre du jour de la séance suivante, en fonction de l'actualité et des perspectives du domaine de compétence de l'Instance, et notamment des demandes d'avis émanant du Gouvernement.

Le Président peut ultérieurement, d'initiative ou à la demande d'un des membres de l'Instance, proposer d'inscrire à l'Ordre du jour des questions complémentaires. Cette proposition doit toutefois être approuvée par un vote des membres présents en début de séance. *Il en est de même en cas de*

convocation de l'Instance à la demande motivée et écrite d'un tiers des membres effectifs telle que prévue à l'art. 7 (al. 2) du présent ROI.

En outre, en cas d'urgence, et en particulier pour toute demande d'avis de cette nature émanant du Gouvernement, *l'Ordre du jour peut être modifié en début de séance par un vote des membres présents, afin notamment de permettre à l'Instance d'accorder la priorité aux demandes soumises aux délais rappelés à l'art. 5 du présent ROI, et de rendre son avis en temps opportun.*

4.3 : Le cas échéant, afin de préparer ses propres débats, l'Instance est habilitée à constituer un ou des groupes de travail dont elle détermine l'objet, la composition et les mission, et dont les conclusions sont exclusivement soumises à la délibération de l'Instance réunie en séance plénière.

Article 5. – Délais d'examen des demandes émanant du Gouvernement

Conformément à l'article 9§2 du Décret, l'Instance *sollicitée en temps opportun*, donne un avis motivé au Gouvernement au plus tard :

1° 30 jours après réception du dossier complet qui lui est communiqué par le Gouvernement pour ce qui concerne les avis relatifs à un avant-projet d'arrêté ou en cas d'urgence dûment motivée;

2° 45 jours après réception du dossier complet qui lui est communiqué par le Gouvernement pour ce qui concerne les avis relatifs à un avant-projet de décret.

La moitié au moins de ces délais doit se situer en dehors des vacances scolaires. Si le dernier jour de l'un de ces délais tombe un jour férié légal, un samedi ou un dimanche, l'échéance du délai est reportée au premier jour ouvrable qui suit.

En cas d'urgence, les membres sont informés de telle sorte qu'ils soient à même de rendre leur avis dans le délai prévu. Sur proposition du(de là) Président(e) ils décident des éventuelles mesures à prendre pour que l'avis de l'Instance soit transmis en temps utile au Gouvernement.

Article 6. – Secrétariat

Conformément à l'article 3§3 du Décret, un agent est désigné par le Gouvernement pour assurer en qualité de Secrétaire, le secrétariat de l'Instance ainsi que son fonctionnement administratif, dont notamment la conservation de ses archives.

Le(la) Secrétaire accuse réception des dossiers soumis à l'Instance et les communique en temps opportun à ses membres. Il (elle) assure l'envoi aux membres des documents mentionnés à l'art.14 du présent ROI, réceptionne les remarques émises par écrit par les membres présents à la séance considérée, et les collationne en vue de leur présentation coordonnée à l'entame de la séance suivante.

En accord avec le Président, le(la) Secrétaire rend compte au Ministre compétent des travaux de l'Instance et lui transmet, au nom de l'Instance, les documents visés par l'art 10. 4° et 5° du Décret, ainsi que le cas échéant, l'avis de l'Administration et les autres documents sur lesquels l'Instance aura été amenée à se prononcer.

Article 7. – Convocations

L'Instance se réunit conformément à l'art.3 du présent ROI, sur convocation du(de la) Secrétaire en concertation avec le(la) Président(e). Les convocations sont adressées à tous les membres quinze jours au moins avant la date de la séance. La convocation indique le lieu, la date et l'heure de la séance et comporte l'Ordre du jour ainsi que les documents préparatoires.

En outre, le(la) Secrétaire est tenu(e) de convoquer l'Instance à la demande motivée et écrite d'un tiers des membres effectifs ainsi qu'à la demande du Gouvernement. *Le(la) Président(e) doit être préalablement informé(e) de l'organisation d'une telle séance, de manière à être en mesure de participer en temps opportun à l'établissement de son Ordre du Jour, conformément à l'art. 4.2 du présent ROI.*

Article 8. – Empêchement. Procurations

Le membre qui se trouve empêché d'assister à la séance en informe le(la) Secrétaire, par courrier ou par courriel adressé au plus tard avant la réunion. A défaut, sauf cas de force majeure, et sauf procuration, son absence est considérée comme injustifiée.

Lorsqu'un membre est empêché, il peut donner procuration écrite dûment signée à un autre membre de l'Instance. Une copie de la procuration est communiquée au(à la) Secrétaire, soit par le membre qui la donne, soit par celui qui la reçoit, au plus tard avant le commencement de la séance.

Conformément à l'article 10.3° du Décret, un membre ne peut être porteur de plus d'une procuration.

Article 9. – Quorum

Conformément à l'article 7 de l'Arrêté, l'Instance ne délibère valablement que si la moitié de ses membres avec voix délibérative sont présents, ou représentés conformément aux dispositions de l'article 8 du présent ROI.

En l'absence du quorum requis, le(la) Président(e) lève la séance et en convoque une nouvelle dans les trente jours, avec les mêmes points à l'ordre du jour. Au cours de cette nouvelle séance, l'Instance délibère valablement quel que soit le nombre de membres présents ou représentés.

Article 10. – Membres représentant des associations d'utilisateurs

Les membres représentant les organisations représentatives d'utilisateurs agréées (ORUAs) siègent au nom de l'association qu'ils représentent.

Toutefois, du point de vue de l'Instance, leur mandat est, sans réserve ni exception, présumé d'une nature telle qu'il les autorise à s'exprimer directement en séance, sans que les propos et avis qu'ils expriment doivent être autrement validés, ou soumis à une approbation extérieure à l'Instance.

Article 11. - Vote

Les **avis** sont rendus par un vote aux deux tiers au moins des membres présents et représentés. *Lorsqu'elles requièrent un vote, les autres décisions, les approbations, validations ou recommandations sont prises à la majorité simple.*

En cas de parité dans le résultat du vote, la voix du Président est prépondérante.

Sauf dans le cas visé à l'article 20§2 du présent ROI, le vote se fait à main levée.

Article 12. – Dépôt d’une note de minorité

Une note de minorité portant sur un avis peut être établie si elle est demandée par un tiers des membres présents à l’intégralité des débats sur lesquels elle porte, et qui font part en séance de leur intention.

La note est rédigée par ces seuls membres soit au cours ou à l’issue de la séance à laquelle la demande a été formulée, soit au plus tard entre la réception du projet d’avis concerné et son approbation définitive.

Une note de minorité est soumise aux mêmes conditions de motivation que l’avis dont elle se distingue et, lui étant jointe, ne peut en être dissociée. Elle est établie dans les mêmes caractères que celui-ci et ne peut le dépasser en volume. Hors les modalités prévues aux alinéas ci dessus, elle suit en tous points les dispositions du présent ROI relatives aux avis.

Article 13. - Membres avec voix consultative. Experts extérieurs à l’Instance

13. 1 Conformément à l’art. 4 de l’Arrêté, et 3§5 du Décret, sont invités et informés de même manière que les membres disposant d’une voix délibérative, les membres disposant d’une voix consultative soient :

- le Directeur général de la Culture ou son représentant
- un représentant de l’Inspection générale près le Ministère de la Communauté française
- le représentant du Ministre ayant dans ses attributions la matière relevant du champ de compétence de l’Instance.

Conformément à leur statut, ils ne prennent pas part aux votes.

13. 2 En application de l’art 3§6 du Décret et 62 de l’Arrêté, le Président peut, après consultation des membres, décider d’inviter des experts extérieurs, ainsi que les Président(e) et Vice-président(e) d’autres Instances d’avis culturelles. Ils sont invités en raison ou en fonction de leur compétence dans les matières relevant des points inscrits à l’ordre du jour.

Conformément à leur statut, ils ne disposent pas de voix consultative et ne prennent pas part aux votes.

Article 14. – Procès-verbaux : projet, approbation, transmission

14. 1 Le procès-verbal de séance en résume les débats. Il comporte obligatoirement :

- 1° le lieu et la date de la réunion ;
- 2° les noms des membres présents, excusés, absents ;
- 3° les points portés à l’ordre du jour ;
- 4° la constatation par le Président que le quorum est atteint ;
- 5° les conclusions qui conduisent à l’établissement des avis motivés et des recommandations ;
- 6° les mentions relatives à l’établissement des éventuelles notes de minorité.

En application de l’art. 10§6 du Décret, les avis et recommandations sont rendus au nom de l’Instance et établis sans indications nominatives. Ces mêmes principes sont étendus au procès-verbal.

14. 2 En concertation avec le(la) Président(e), le(la) Secrétaire rédige le projet de procès-verbal ainsi que, le cas échéant, les projets de rédaction d’avis ou de recommandations. Ces projets sont envoyés non approuvés à tous les membres quinze jours au plus tard avant la séance ordinaire suivante.

Les projets ne sont soumis à l'approbation que des seuls membres présents à la séance considérée.

Les observations rédigées par les membres habilités à approuver le PV, et reçues (*trois jours au moins*) avant la date de la séance d'approbation, sont coordonnées et présentées en séance par le(la) Secrétaire. Ces mêmes membres peuvent encore présenter des remarques additionnelles en début de séance. Ils se prononcent sur les modifications proposées et approuvent le texte définitif.

Les membres absents à la séance considérée disposent des projets à titre d'information : *le(la) Président(e) peut toutefois les inviter à se prononcer sur les projets d'avis et de recommandation mais conformément à l'art. 18. 3°, du présent ROI, ils ne disposent pas du pouvoir de les modifier.*

14. 3 Le procès-verbal approuvé ainsi que les avis et recommandations en forme définitive sont signés conjointement par le(la) Secrétaire et le(la) Président(e). Une copie en est envoyée à tous les membres de l'Instance. *Lorsqu'il concerne un avis ou une recommandation, le procès-verbal est envoyé au Gouvernement en même temps que les avis et recommandations qu'il complète.* Les documents ayant été remis aux membres pour nourrir le débat lui sont annexés.

Les documents visés par l'art 14 n'existent et ne sont communicables qu'en vertu des seules règles des Décrets et Arrêtés qui les instaurent, en ce compris les principes de déontologie applicables en vertu du présent ROI ; ils ne sont pas concernés par les dispositifs applicables aux actes administratifs.

Article 15. – Rapport d'activités

Conformément à l'article 13§1^{er} du Décret, l'Instance remet annuellement au Gouvernement, au Conseil de la Communauté française et à l'Observatoire des politiques culturelles un rapport d'activités comprenant au minimum :

- 1° la liste des dossiers qui lui ont été soumis ou qu'elle a évoqués ;
- 2° les avis rendus et les critères dont il a tenu compte dans leur élaboration ;
- 3° la présence de ses membres lors des réunions.

Article 16.- Réunions du secteur professionnel des arts de la scène.

Conformément à l'art. 62§3 de l'Arrêté, l'Instance organise annuellement au moins une réunion avec l'ensemble des Présidents et Vice-Présidents des Instances d'avis relevant du secteur professionnel des arts de la scène.

Article 17. -Bilan public

Conformément à l'article 13§2, du Décret, un débat public est organisé annuellement avec l'Instance par les services du Gouvernement de la Communauté française, sur la base du rapport d'activités publié. Les débats portent notamment sur les enjeux du secteur et sur les orientations, les critères et les mesures prises pour les rencontrer.

Les membres de l'Instance, les membres de l'Administration et le Ministre ayant la culture dans ses attributions ou son représentant, sont associés dans la présentation de ce débat public.

Article 18. – Règles de déontologie

Sous réserve des compléments ou précisions que, en vertu de l'article 21.2° du *Décret sur les arts de la scène*, la Conférence des Présidents et Vice-présidents des Instances d'avis concernées pourrait ultérieurement apporter aux règles de déontologie communes au secteur, l'Instance adopte les règles suivantes :

§ 1^{er}. La conduite des membres est objective, modérée et digne.

& 2 Les membres apportent leur contribution aux débats et travaux en toute impartialité. Ils évitent, en tout temps, de se laisser influencer par des pressions extérieures, quelle qu'en soit la forme. Ils remplissent leur mandat avec conscience et intégrité. Ils respectent les dispositions légales et réglementaires, notamment la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel.

§ 3. Les membres formulent leurs avis et recommandations de façon précise, complète et pratique. Ils contribuent aux débats en donnant des informations liées à leur expertise. Les avis ne peuvent être remis en cause par un membre qui était absent lors du vote.

§ 4. Les membres développent de manière permanente leurs compétences et se tiennent informés des évolutions des matières et, avec l'assistance du(de la) Secrétaire, des réglementations relevant de la compétence de l'Instance.

§ 5. Par extension de l'article 8 de l'Arrêté, les membres ainsi que l'agent du Gouvernement chargé du Secrétariat respectent le secret des débats lorsqu'ils mettent en jeu *des personnes physiques ou morales individualisés*. Ils sont en outre tenus à la discrétion sur les informations a priori réputées à caractère confidentiel dont ils prennent connaissance à l'occasion de l'exercice de leur mandat ou de leur fonction. Ils ne peuvent révéler la teneur d'un avis formulé par l'Instance aussi longtemps qu'il n'a pas été rendu public par le Ministre compétent ou que celui-ci n'aura pas autorisé l'Instance à le rendre tel.

§ 6. Chaque membre conserve son droit d'expression individuel pour autant qu'il précise sans équivoque que son opinion lui est personnelle et n'engage pas l'Instance. Les membres s'abstiennent toutefois de toute déclaration et de tout acte incompatibles avec l'exercice de leur fonction ou pouvant mettre en doute l'objectivité de l'Instance.

§ 7. Lorsque l'Instance estime qu'un membre ne respecte pas l'un des principes énoncés dans les règles de déontologie reprises dans le présent règlement, elle entend le membre concerné avant, le cas échéant, d'en saisir le Ministre compétent *rationae materiae*.

Article 19. – Démissions

Conformément à l'article 14 du Décret,

- les membres sont démissionnaires de plein droit en cas d'absence injustifiée à trois réunions durant la même année.
- tout membre qui perd la qualité en vertu de laquelle il a été désigné est réputé démissionnaire

Article 20– Dispositions relatives aux nouvelles nominations et à l'élection des Président(e) et Vice-Président(e) de l'Instance

§ 1 Tout membre nouvellement nommé reçoit et prend connaissance du règlement d'ordre intérieur, auquel il est réputé adhérer d'office.

§ 2 Le(la) Président(e) et le(la) Vice-président(e) de l'Instance, choisis en application de l'art 3§3 du Décret en raison de leur compétence et de leur connaissance du secteur, sont proposés à la nomination du Gouvernement, par l'Instance votant au scrutin secret à la majorité absolue des membres présents. Si cette majorité absolue ne se dégage pas au premier tour, il est, pour la fonction concernée, procédé à un second scrutin afin de départager les deux candidats arrivés en tête.

Article 21–Jetons de présence et frais de parcours

Le paiement des jetons de présence et frais de parcours est effectué semestriellement en une seule opération sur production d'une déclaration de créance à remettre au(à la) Secrétaire à l'issue de la dernière réunion du semestre considéré. Leurs montants sont établis conformément aux articles 9&2 et 10 de l'Arrêté du Gouvernement du 30-06-2006, relatif au fonctionnement des Instances d'avis œuvrant dans le secteur culturel.

Article 21. - Modification du Règlement d'ordre intérieur

Toute modification du ROI doit être adoptée selon les modalités identiques à celles ayant été appliquées aux règles qu'elles modifient, et soumis au vote conformément aux art 9 et 11 du présent ROI, au plus tôt à la séance qui suit celle où cette modification a été demandée, ce point étant inscrit à son ordre du jour.

Conformément à l'art. 10 du Décret, la modification est soumise à l'approbation du Gouvernement.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du ... portant approbation du règlement d'ordre intérieur du Comité de Concertation des Arts de la Scène visé à l'article 61 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 23 juin 2006 instituant les missions, la composition et les aspects essentiels de fonctionnement des instances d'avis tombant dans le champ d'application du décret du 10 avril 2003 relatif au fonctionnement des instances d'avis œuvrant dans le secteur culturel

Pour le Gouvernement de la Communauté française
Fadila LAANAN
Ministre de la Culture et de l'Audiovisuel